

Le ministre a indiqué à plusieurs reprises qu'on investirait graduellement des fonds dans la société au fur et à mesure que le besoin s'en ferait sentir. Il a répété maintes fois qu'il s'agit de capitaux spéculatifs. Dans le cas du CN, d'Air Canada, de l'Eldorado ou d'autres sociétés de la Couronne, il ne s'agit pas d'entreprises risquées axées sur les capitaux. Nous parlons maintenant d'une société de prospection, qui fera des recherches dans le grand Nord, qui examinera des gisements au large des côtes, qui investira dans les sables bitumineux, qui achètera la Panarctic; ce sont toutes des entreprises risquées.

Il est évident que nous investirons cet argent pour le bien du public afin de découvrir de nouvelles ressources. Nous devons donc obtenir des capitaux spéculatifs de la même façon qu'Imperial Oil, lorsqu'elle vend des actions sur le marché international parce qu'elle a besoin de capitaux spéculatifs. Mes honorables amis de l'autre côté demandent où l'Imperial Oil ou toute société pétrolière peuvent obtenir de l'argent sans avoir à payer d'intérêts. Monsieur l'Orateur, c'est un fait reconnu que les grandes sociétés multinationales doivent financer leur propre prospection. Elles s'adressent rarement au marché, sauf si elles veulent lancer un vaste programme de prospection. Elles financent leurs programmes grâce aux recettes qu'elles obtiennent en vendant les ressources souterraines qu'elles ont découvertes. Elles sont capables de s'autofinancer à cause de leur énorme actif.

Mes amis conservateurs prétendent que 1,500 millions de dollars représentent une somme d'argent fabuleuse, incroyable.

Une voix: A gaspiller!

M. Blais: Lorsque nous songeons que le Canada a des réserves souterraines de pétrole—environ huit milliards de barils—qui appartiennent à des sociétés multinationales, demandons-nous quelle valeur elles représentent. Monsieur l'Orateur, ce pétrole coûte \$8 le baril. A quel total le chiffre s'élève-t-il? Selon mes calculs, huit fois huit milliard font 64 milliards de dollars! Quant aux réserves de gaz qui valent \$1.25 le mille pieds cubes, nous nous apercevons que nous avons une valeur de près de 70 milliards en gaz souterrain. Nous envisageons une dépense de 1,500 millions de dollars sur une période de dix ans et nous parlons de réserves connues et actuellement disponibles sous le sol canadien d'une valeur approximative de 130 milliards.

Il est question d'investissements dans le domaine de l'énergie entre 1975 et 1985—de 115 milliards de dollars environ—et le parti conservateur nous dit ne pas vouloir que le peuple canadien soit représenté dans l'entreprise, même dans une proportion d'un milliard et demi de dollars. Quelle sorte d'apport ce parti fait-il donc au développement des ressources énergétiques du Canada?

Des voix: Bravo!

M. Blais: Monsieur l'Orateur, vraiment je ne m'explique pas qu'un parti de l'opposition, qui prétend s'intéresser au bien des Canadiens, ne veuille pas appuyer leur participation financière au développement de nos ressources énergétiques.

Une voix: On ne vous entend pas. Parlez plus fort.

M. Blais: Monsieur l'Orateur, je puis supporter tout le harcèlement des députés d'en face et particulièrement des députés de l'Alberta. Ils sont assis sur une mine d'or et ils le savent. Ils ne veulent tenir compte de rien d'autre, mais

Péto-Canada

nous, au Canada, nous devons aller voir plus loin que l'Alberta pour trouver d'autres gisements et il nous faut des fonds pour aller faire de l'exploration dans ces régions. Ils parlent de 1,500 millions de dollars comme s'il s'agissait de la fin du monde.

M. Woolliams: «Qu'est-ce que c'est qu'un milliard?», disait C. D. Howe.

M. Blais: Monsieur l'Orateur, qu'est-ce qu'un milliard ou qu'est-ce qu'un million...

M. Woolliams: On nous y prend!

M. Blais:... quand il s'agit de ressources énergétiques et d'investissements indispensables?

Des voix: Oh, oh!

M. Blais: Si les députés d'en face s'étonnent que je parle si fort, je leur dirai que je n'aurais peut-être pas à le faire s'ils se tenaient tranquilles.

Des voix: Bravo!

M. Blais: Monsieur l'Orateur, quand on parle de ressources énergétiques et de 1,500 millions de dollars, le député de Calgary-Nord sait que cela représente moins de 1 p. 100 du capital à investir. Il ne s'agit pas de fonds qui vont concurrencer les investissements privés. Ces investissements vont appuyer les investissements privés, s'ajouter aux investissements privés. Les députés de l'opposition hésitent quelque peu à appuyer ces investissements additionnels destinés à constituer de nouvelles réserves, parce que ce sont les commettants de députés de l'Alberta qui font de l'exploration. La seule participation canadienne dans l'industrie pétrolière se fait au niveau de l'exploration. Nos sociétés se livrent à la prospection et au forage; aucune société canadienne ne s'occupe de commercialisation, de raffinage ni de distribution du pétrole. Nos sociétés en Alberta effectuent les forages. La société Pétro-Canada s'occupera d'établir de nouvelles réserves.

● (1200)

Par ailleurs, en créant une société nationale des pétroles, le Canada n'innove pas. Tous nos partenaires commerciaux se sont dotés d'une société nationale des pétroles dont l'activité se situe au niveau de l'offre ou de la demande.

M. Gillies: Que dire des États-Unis?

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il de lui poser une question?

M. Blais: Avec tout le respect que je vous dois, monsieur l'Orateur, pas maintenant.

Des voix: Oh, oh!

M. Blais: Il y a des sociétés nationales des pétroles en Autriche, Finlande, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Norvège et Espagne. On pourrait inclure les États-Unis, parce que la plupart des grandes sociétés pétrolières ont leur siège social aux États-Unis. Même les pays producteurs de pétrole qui ne possèdent qu'une faible partie de l'industrie sont dotés de sociétés nationales. Abu Dhabi, Algérie, Israël, tous ils exercent un contrôle effectif sur les installations de production. Le Canada est le seul pays producteur de pétrole qui n'exerce pas le contrôle sur la production et la distribution du pétrole chez lui.